



## CJPMO : Le Canada doit agir contre l'expansion des colonies israéliennes

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 15 février 2023

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, 15 février 2023 — Les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) exhortent le gouvernement canadien à agir immédiatement contre la décision d'Israël d'autoriser neuf nouvelles colonies illégales et de construire dix mille nouvelles unités de colons en Cisjordanie occupée. Le 14 février, la ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, a [publié](#) une déclaration disant que le Canada est « préoccupé » par la décision d'Israël et qu'il « s'oppose fermement à l'expansion des colonies. » Cette déclaration a suivi des déclarations similaires des États-Unis et de plusieurs pays européens. Cependant, CJPMO estime qu'une action concrète est nécessaire pour arrêter les plans de colonisation d'Israël, y compris des sanctions contre les fonctionnaires israéliens qui en sont responsables.

« Alors qu'Israël prévoit ouvertement de commettre des crimes de guerre, les mots de 'préoccupation' du Canada ne sont tout simplement pas suffisants », a déclaré Michael Bueckert, vice-président de CJPMO. « Pour arrêter l'expansion des colonies israéliennes, le Canada doit interdire tout commerce avec les colonies illégales d'Israël et sanctionner les criminels de guerre du gouvernement d'extrême-droite d'Israël », a ajouté M. Bueckert.

CJPMO note que le gouvernement d'extrême-droite d'Israël a juré de ne pas écouter les critiques concernant ses plans de colonisation. En réponse aux déclarations d'inquiétude du Canada, des États-Unis et des pays européens, le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, chef du parti extrémiste Pouvoir juif, a [déclaré](#) que « neuf colonies, c'est bien, mais ce n'est pas encore assez, nous voulons beaucoup plus », et a affirmé que « c'est notre mission, c'est notre doctrine. » À la fin de l'année dernière, la coalition gouvernementale d'Israël a publié une déclaration de principes qui [exprimait](#) des vues suprématistes flagrantes, affirmant que « le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur toutes les parties de la Terre d'Israël », y compris le territoire palestinien occupé (TPO). La coalition a également promis d'étendre les colonies juives dans toutes les zones sous son contrôle et s'est engagée à faire progresser « l'application de la souveraineté » – un euphémisme pour [l'annexion](#) – sur la Cisjordanie occupée.

Depuis 1967, Israël a établi au moins 132 colonies sur des terres palestiniennes volées, [selon](#) le groupe de surveillance israélien Peace Now. Chaque colonie est illégale au regard du droit international, car la Quatrième Convention de Genève interdit strictement à Israël, en tant que puissance occupante, de transférer sa population civile dans un territoire occupé. Ces colonies sont en violation directe du Statut de Rome de 1998 de la Cour pénale internationale, constituant ainsi un [crime de guerre](#). Entre-temps, le Canada accorde des avantages préférentiels aux entreprises de colons illégaux en vertu de l'Accord de libre-

échange Canada-Israël (ALÉCI), ce qui constitue un incitatif économique pour la poursuite des activités de colonisation illégale. CJPMO exhorte le Canada à mettre fin à sa complicité en interdisant le commerce avec les colonies israéliennes et à imposer des sanctions ciblées aux fonctionnaires israéliens responsables de la politique de colonisation. CJPMO a également demandé au gouvernement canadien de répondre à la montée du gouvernement d'extrême droite d'Israël en [boycottant](#) les relations diplomatiques et en [expulsant](#) l'ambassadeur d'Israël.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Michael Bueckert, VP CJPMO

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

[michael.bueckert@cjpmo.org](mailto:michael.bueckert@cjpmo.org) ou 613-315-7947

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2023

---

Articles Par : [CJPMO](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)